

# LA PRESSE EN REVUE...

**JEUDI 24 DECEMBRE 2015**

## SOMMAIRE

- 1) Non ! Il est sincère...
- 2) Elle sera inscrite
- 3) Toucher couler !
- 4) Il assume de faire exploser le PS

Gérard Diez La Presse en Revue

**I) François Mitterrand sur Sarkozy : "Ce type n'est qu'un petit cynique"**



Dans son livre à paraître le 7 janvier Dites-leur que je ne suis pas le diable, et dont Marianne publie les bonnes feuilles, Georges-Marc Benamou, livre les dernières réflexions d'un François Mitterrand, qui vient tout juste de quitter le pouvoir. Lui qui a vu mourir la IVème République, l'avènement de la Vème République, qui a rassemblé les socialistes et les a amenés jusqu'aux portes du pouvoir, porte un regard lucide, parfois acerbe, souvent juste, sur ses contemporains. De gauche comme de droite d'ailleurs. A son interlocuteur, l'ancien président de la République ne tarit pas d'éloges sur Philippe Séguin, qu'il avait affronté en débat en 1992 sur le traité de Maastricht : "C'est le plus doué", salue-t-il. Ou sur Alain Juppé avec qui il a travaillé lors de la cohabitation de 1993 à 1995 : "C'est un garçon que je découvre ; nous travaillons bien ensemble. Il a de grandes qualités, et même des qualités d'homme d'Etat... Il est bien plus intelligent que Chirac, son mentor. Vous ne trouvez pas ?", feint-il d'interroger. Pourquoi se priver d'une petite vacherie envers son meilleur ennemi...

Il y en a par contre un que "tonton" ne portait vraiment pas dans son coeur. Mais alors pas du tout. C'est Nicolas Sarkozy, qu'il avait cotoyé lors de la cohabitation lors du gouvernement Balladur. Le jeune ministre du Budget, qui trahira Jacques Chirac pour Edouard Balladur dans la guerre que se livraient les deux hommes en vue de la présidentielle de 1995, n'avait pas fait bonne impression. François Mitterrand ne lâchera au journaliste qu'une seule phrase : "Ce type n'est

Magazine Marianne



## II) La déchéance de nationalité sera bien inscrite dans le projet de révision constitutionnelle



Des cartes d'identité. Photo Jean-Pierre Muller.AFP

Après avoir hésité, tergiversé, déclaré tout et son contraire, le gouvernement prévoit bien de proposer au Congrès l'inscription dans la Constitution de la déchéance de nationalité pour les binationaux impliqués dans des affaires terroristes, annonce Manuel Valls, lors d'une conférence de presse.

Mardi, la garde des Sceaux Christiane Taubira avait pourtant affirmé sur une radio algérienne que cette proposition, évoquée par le président de la République à Versailles devant les parlementaires réunis en Congrès peu après les attentats, n'était plus à l'ordre du jour.

LIBERATION



LAPRESSEENREVUE.EU

### III) Christiane Taubira, le naufrage politique déchéance de nationalité

Par Lénaïg Bredoux et Michel Deléan

**Après avoir assuré mardi 22 décembre à la radio algérienne que la déchéance de nationalité ne serait pas retenue dans la Constitution, Christiane Taubira a subi l'humiliation du désaveu public ce mercredi 23 après le Conseil des ministres. La déchéance de nationalité est maintenue. Elle ne démissionnera pas. Mieux, elle la défendra devant le Parlement.**

En voyage officiel en Algérie, dimanche 20 et lundi 21 décembre, Christiane Taubira avait annoncé que la déchéance de nationalité ne serait pas retenue dans la nouvelle Constitution. Elle l'avait indiqué à la radio algérienne Chaîne 3, qui a diffusé son intervention mardi 22 décembre (on peut la visionner ici). La garde des Sceaux évoquait « un sujet qui va s'éteindre » : « Je vous indique par exemple que le projet de révision constitutionnelle qui sera présenté en conseil des ministres mercredi ne retient pas cette disposition », avait déclaré la ministre. Elle avait d'ailleurs estimé, à titre personnel, que cette réforme « posait un problème de fond sur le principe fondamental qu'est le droit du sol », auquel elle est « profondément attachée ».

Or ce mercredi 23 décembre, la ministre de la justice a participé à la conférence de presse de Manuel Valls annonçant notamment l'inscription de la déchéance de nationalité dans la Constitution. « La parole première est celle du président de la République », a-t-elle déclaré, semblant écarter toute idée de démission. Mieux, ce sera elle qui portera le texte au Parlement, au nom du gouvernement.

Nous reproduisons ci-dessous notre enquête du 22 décembre, « Christiane Taubira, la ministre effacée » :

Mais que fait-elle encore là ? Christiane Taubira a commencé le quinquennat de François Hollande en devenant l'icône de la gauche lors du mariage pour tous. Depuis, la ministre de la justice a dû tout accepter pour conserver son poste : le virage libéral, le virage sécuritaire et une réforme de la

justice a minima. À tel point qu'elle est en passe d'incarner, à son tour, la déception d'un électorat qui croit de moins en moins au pouvoir qu'il a élu.

Les attentats du 13 novembre en sont un révélateur. Dès les premières heures, Christiane Taubira est dans le bureau de François Hollande, aux côtés de Manuel Valls et de Bernard Cazeneuve. Elle se rend avec eux au Bataclan, peu après l'assaut donné par les forces de l'ordre. Elle est là, encore, quand ils évoquent la riposte à mettre en œuvre. Mais dans les récits, elle est la ministre qui se tait (lire notre enquête ici).

La garde des Sceaux rend des hommages vibrants aux victimes, visiblement émue, et annonce de nouveaux renforts pour le parquet antiterroriste. Gardienne de la Constitution et des libertés publiques, ce n'est pas elle qui a suggéré la prolongation et la modification de la loi sur l'état d'urgence – c'est Bernard Cazeneuve. Ce n'est pas elle qui a suggéré une nouvelle loi antiterroriste – c'est Manuel Valls. Ce n'est pas elle non plus qui a convaincu le président d'une réforme constitutionnelle – c'est (encore) Bernard Cazeneuve.

Ses proches la disent opposée à une partie de ces projets, notamment la déchéance de nationalité pour les binationaux condamnés pour terrorisme. En public, la garde des Sceaux se tait. Interrogée sur Europe 1, elle esquivé : « C'est un engagement du président de la République. Nous avons travaillé sur nos contraintes légales, et sur nos obligations internationales. » Avant d'admettre : « La question n'est pas de savoir si j'y suis favorable. » Dans tous les cas, c'est Christiane Taubira qui, derrière le premier ministre Manuel Valls, va porter cette réforme constitutionnelle devant les parlementaires, à partir de début janvier.

**Taubira : "On est face à une menace aveugle"**

<https://youtu.be/XTys6v06TFw>

LAPRESSEENREVUE.EU

On ne l'entend pas non plus sur la rafale de mesures sécuritaires et d'annonces liberticides directement empruntées à la droite (voire à l'extrême droite), comme la demande d'avis au Conseil d'État sur l'internement préventif d'individus fichés par les services de renseignement, ou sur les dégâts de l'état d'urgence.

Les perquisitions administratives à haute dose et les assignations à résidence décidées sans recours à un juge sont pourtant devenues une réalité quotidienne, instaurant une zone grise du droit – cela a provoqué récemment la démission du président d'un think tank de juristes proche du PS, le club Droit, justice et sécurités (DJS). Là encore, les partisans de Christiane Taubira jurent que la place Vendôme tente, en toute discrétion, dans la confidentialité des travaux interministériels, de « mettre un peu de judiciaire là-dedans ». Mais le bilan est maigre.

Déjà, « sur la loi renseignement, elle était très mal à l'aise. Elle n'a quasiment pas mis les pieds au Sénat, elle n'est intervenue que sur la partie pénitentiaire.

Les deux fois où elle était seule dans l'hémicycle, elle a lu ses notes », nous racontait l'été dernier Claude Malhuret, un des rares sénateurs LR (ex-UMP) opposé à la loi. « Taubira est sortie de son créneau au moment précis où il a été question de son administration. On ne l'avait jamais vue sinon dans les RIM [réunions interministérielles – ndlr] », confirme un ministre.

Selon plusieurs sources, la garde des Sceaux se désintéresse des questions antiterroristes. Soit parce qu'elle ne les maîtrise pas sur le bout des doigts, elle qui tient à connaître parfaitement le sujet sur lequel elle s'exprime.

Soit parce qu'elle sait d'avance la bataille perdue. « Elle n'y comprend pas grand-chose, ce n'est pas sa culture et sa génération, elle n'a pas intégré ce sujet dans sa réflexion », rapportait cet été un député PS qui l'aime bien.

Cet absentéisme volontaire s'est aussi illustré lors du débat sur le protocole d'entraide judiciaire entre la France et le Maroc, conçu pour dissiper la brouille diplomatique entre les deux pays.

De toute façon, le texte n'avait pas été élaboré à la chancellerie, mais au Quai d'Orsay (lire notre enquête ici).

Et que dire de la mort du jeune manifestant écologiste Rémi Fraisse à Sivens, tué par une grenade offensive lancée par un gendarme ? La ministre s'est contentée d'un tweet, et a subi sans broncher des pressions de Bernard Cazeneuve pour que ce soit le procureur d'Albi qui s'exprime et non le préfet. Cette communication décalée de Christiane Taubira sur les réseaux sociaux (notamment sur son compte Twitter), entre poésie et citations littéraires, vise-t-elle à masquer son impuissance politique ? La question se pose.



Christiane Taubira @ChTaubira  
#RémiFraisse une jeune vie arrachée,  
promesse brisée, des pensées qui  
s'entrechoquent, mais au bout une  
certitude, implacable: Non à ça!  
ChT  
09:12 - 28 Oct 2014

Compte Twitter de Christiane Taubira

### « Elle s'est beaucoup rangée »

Sur la défensive face aux critiques, le ministère de la justice se borne à communiquer sur le travail déjà effectué, et l'important train de réformes qui est prévu jusqu'en 2017 : guichet unique d'accueil des justiciables, réforme de la carte judiciaire, réforme du droit des obligations, réforme de la procédure pénale, programme de travaux dans la pénitencière, etc. Des réformes techniques, chronophages, mais sans effet d'affichage ou de valeur symbolique forte.

La place Vendôme peut aussi afficher des budgets assez bons depuis 2012. Des recrutements ont été lancés pour compenser les saignées en effectifs imposées sous Sarkozy avec la RGPP. Les parquets ne reçoivent plus d'instructions individuelles à caractère politique. Quant au parquet national financier (PNF), créé après l'affaire Cahuzac, il commence à monter en puissance.

Surtout, à la différence des questions antiterroristes, Christiane Taubira s'est battue sur le système judiciaire : à l'été 2013, ses divergences profondes avec le ministre de l'intérieur d'alors, Manuel Valls, s'étaient étalées au grand jour. Le président de la République François Hollande avait finalement tranché, souvent en faveur de Valls, mais la garde des Sceaux avait ensuite pu compter sur des députés acquis à sa cause qui avaient amendé le texte.



Christiane Taubira © Reuters

C'était l'époque où elle construisait un réseau de soutiens, fait de membres de la société civile, de députés, d'élus locaux, d'intellectuels.

C'était l'époque aussi où elle incarnait, au-delà du PS, les espoirs de 2012, les rêves de changement, et où elle ravissait le peuple de gauche de ses saillies qui réussissent le plus souvent à ringardiser ceux qui l'attaquent. Dès le début, ceux-ci ont été très nombreux : femme, noire, de gauche, elle incarne tout ce que la droite et l'extrême droite détestent. Christiane Taubira a été, et est, la cible d'attaques racistes extrêmement violentes, sans avoir toujours été suffisamment soutenue par l'exécutif.

*Christiane Taubira remet Eric Ciotti à sa place à l'Assemblée*

<http://dai.ly/x2v4ddb>

Elle s'en est déjà ouverte devant nous. Cela l'a beaucoup fatiguée. Surtout quand les coups touchaient aussi ses proches », dit un ancien de son cabinet. Il y voit une des raisons du silence de Christiane Taubira depuis que Manuel Valls est à Matignon, singulièrement depuis que ses amis Benoît Hamon, Aurélie Filippetti et Arnaud

Montebourg ont été débarqués du gouvernement à l'été 2014.

En ces deux occasions, elle a beaucoup hésité à partir. Elle a beaucoup consulté, des proches, des intellectuels avec qui elle avait pris l'habitude de converser régulièrement, d'anciens ministres, dont Pierre Joxe. Selon plusieurs membres de son entourage, elle s'est finalement résolue à rester « pour peser de l'intérieur ». « Elle n'hésite pas à mouiller la chemise et à aller voir Hollande quand il le faut », insiste un de ses défenseurs. L'ancien ministre Benoît Hamon raconte souvent une entrevue à quatre dans le bureau de la ministre, avec Arnaud Montebourg et Aurélie Filippetti, juste après leur limogeage, en août 2014 : « Elle nous a dit : "Je ne suis pas dans la même situation que vous. J'ai encore des réformes en cours." »

En décembre 2013 déjà, sur le plateau de Mediapart, Christiane Taubira s'était comparée à un colibri : « Cela se passe en Amazonie. Il y a un incendie de forêt. Le colibri décide de ramener une goutte d'eau à chaque fois. Les autres animaux se moquent de lui en lui disant : "Tu crois pouvoir éteindre l'incendie avec ça ?" Il répond : "Je fais ma part." Moi, je fais ma part chaque jour. »

Christiane Taubira, qui a parfois « la tentation de

Cayenne » (voir notre entretien vidéo ci-dessous), tient aussi à sa carrière – dans son choix, de nombreuses raisons s’entremêlent. « Vous avez déjà été ministre, vous ? Non ? Vous verriez, c’est agréable aussi la vie de ministre », lâche un ancien collaborateur. À l’un des anciens ministres qu’elle affectionne, elle a glissé qu’en cas de démission, sa carrière politique était finie – elle n’a plus aucun mandat électif. « Elle a une belle sincérité qui est rare. » Comme d’autres, il estime qu’il vaut mieux elle qu’un autre à ce poste si sensible.

Hollande et Valls, eux, veulent la conserver : elle est la seule figure du gouvernement dont l’aura rassure encore les militants de gauche. Mais pour rester, Taubira a dû se taire. « Elle ronge son frein, elle est malheureuse. Valls lui a demandé de la boucler et de ne pas formuler une seule critique », confie un familier du pouvoir.

Elle l’est d’autant plus que des promesses importantes de 2012, telles que l’indépendance du parquet, la réforme du droit des mineurs, ou le renforcement de la protection des sources des journalistes, sont sans cesse renvoyées aux calendes (par l’Élysée, Matignon ou l’Assemblée, selon les cas). Les tribunaux et les prisons crient encore misère, la réforme de l’aide juridictionnelle a été un vrai chemin de croix, et la réforme « Justice du XXI<sup>e</sup> siècle », qui est en cours, demande beaucoup de travail et d’efforts, mais est encore peu visible. Parmi les défaites politiques de la ministre, enfin, figure aussi le renoncement à l’amnistie sociale.

## Régulièrement annoncée à la Culture

Dans les milieux judiciaires et politiques, même marqués à gauche, on doute désormais que les projets portés par la ministre de la justice se concrétisent un jour. « Nous n’avons aucun contact avec la ministre, seulement quelques échanges techniques avec son cabinet », déplore Florian Borg, le président du Syndicat des avocats de France (SAF, gauche). « Elle est venue à notre congrès de novembre 2012, mais l’année suivante, on n’a reçu qu’une vidéo, et en retard, parce que le ministère s’était trompé d’adresse mail. Et ensuite plus aucune réponse... »

Quand le SAF a lancé le mouvement de protestation contre la baisse de certaines indemnités de l’aide juridictionnelle, en septembre 2013, « le cabinet ou la ministre ne

sont pas venus vers nous. C’est la preuve d’un vrai manque de sens politique », assène Florian Borg. Faute de réponse de la place Vendôme, par la suite, le SAF s’est adressé directement à Bercy ou à Matignon. « Nous sommes un syndicat de gauche, il y a un gouvernement de gauche. Or nous ne parlons pas le même langage avec la ministre. La seule fois où j’ai pu obtenir une réponse directement de Christiane Taubira, c’est en appelant France Inter pour lui poser une question à l’antenne, le 15 octobre », relate Florian Borg (voir la vidéo ci-dessous). Selon lui, « ce n’est pas une ministre qui pèse de l’intérieur sur les choix du gouvernement : elle perd ses arbitrages ».

### *Aide juridictionnelle - Air France : Christiane Taubira répond aux auditeurs du 7/9 France Inter*

<http://dai.ly/x39q3ff>

Le constat est partagé par le Syndicat de la magistrature (SM, gauche). « On a eu un peu d’espoir en 2013, mais là, politiquement, c’est la catastrophe », lâche Françoise Martres, la présidente du SM. « La ministre ne dit rien quand les policiers manifestent sous ses fenêtres, le 14 octobre, pour demander plus de peines de prison. » Immédiatement après, Christiane Taubira avait d’ailleurs dû assister à une conférence de presse de Manuel Valls, en compagnie de Bernard Cazeneuve, lors de laquelle le premier ministre avait annoncé de nouvelles mesures en faveur de la police. « Sur les sujets de fond, que ce soit sur le plan des libertés ou sur le plan économique, avec la casse du code du travail et des prud’hommes, on ne peut pas soutenir l’action sur la justice de ce gouvernement », tranche la présidente du SM.

De façon plus anecdotique, l’organisation de Christiane Taubira fait aussi débat. Son cabinet est un des plus instables du gouvernement. Quatre directeurs de cabinet (et autant d’adjoints) se sont succédé en l’espace de trois ans. « Elle ne s’occupe ni du cabinet, ni des grandes directions du ministère.

L’information ne circule pas », raconte un ancien de la place Vendôme, naguère admiratif devant la culture de Christiane Taubira, son lyrisme, son aisance verbale et sa fougue à lutter contre le racisme et l’exclusion, et qui se montre aujourd’hui amer et désabusé.

« La ministre ne veut pas avoir de comptes à rendre, ne fait confiance à personne, et ne donne pas d'instructions claires, poursuit cet ancien proche. Quand elle est en difficulté, elle s'en sort avec une formule du type : "Je ne suis la mule de personne ! J'ai une maison à Cayenne qui m'attend, avec une bibliothèque à ciel ouvert"... Et inévitablement, quand arrive une boulette, comme l'affaire Falletti ou les PV d'écoutes de Sarkozy, ce sont les membres du cabinet qui trinquent. Mais surtout, elle a laissé passer des défaites cinglantes pour la gauche, comme un décret qui éloigne les précaires de la justice ordinaire, ou la création d'annexes de tribunaux pour migrants à Roissy et au Mesnil-Amelot. » Terrible réquisitoire.

« C'est une femme entière, tempère un autre ancien responsable du cabinet. Elle est stressée parce qu'elle travaille énormément, y compris la nuit. Avec elle, on n'est pas là pour rigoler. C'est une femme de dossier. Elle veut lire et comprendre absolument tout ce qu'on lui demande de signer. » Plus réservés, d'autres ex-conseillers se disent déroutés par l'emploi du temps de la ministre, parfois difficile à suivre, voire par son caractère. « Oui, elle a un caractère de cochon, mais il faut savoir lui dire non. Quand il y a de la résistance, ça lui convient », défend un ancien responsable de son cabinet.

Comme un symbole de l'évolution de cette présidence, Christiane Taubira, égérie flamboyante de la gauche, est en passe de devenir une figure silencieuse, cantonnée au rang de ministre des victimes et de la poésie, celle qui ne gagne plus ses batailles mais ne démissionne pas. Donnée partante à chaque remaniement, ou à la Culture, elle pourrait tout aussi bien rester à son poste, jusqu'en 2017. Avec l'espoir que le colibri tente encore d'éteindre l'incendie.

mediapart.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

## IV) Déchéance de nationalité: pourquoi François Hollande assume de faire exploser la gauche

Le HuffPost | Par Alexandre Boudet



AFP

POLITIQUE - Pas sûr que les appels à "la responsabilité" lancés par Manuel Valls soient, cette fois, suivis d'effet. En présentant le projet de réforme de la Constitution, qui inclut finalement l'extension de la déchéance de nationalité pour les binationaux nés français, le premier ministre a fait appel à son propre camp. "Moi j'ai confiance, j'ai confiance dans la responsabilité de la majorité comme de l'opposition", a-t-il déclaré, en exhortant la gauche à suivre François Hollande dans cette direction.

En réalité, le choix du couple exécutif de conserver dans le texte une disposition largement décriée à gauche apparaît comme une nouvelle illustration d'un basculement idéologique. Il se traduit par la recherche d'une nouvelle majorité quitte à bousculer les clivages partisans traditionnels. On l'avait entraperçu il y a quelques jours quand Manuel Valls disait "chiche" à Jean-Pierre Raffarin après que l'ex-premier ministre a proposé un pacte commun pour lutter contre le chômage. Confirmation faite avec cette réforme de la Constitution.

Il n'y a qu'à voir les réactions aux annonces de ce mercredi matin pour se convaincre que les lignes bougent largement. La gauche de la gauche qui avait appelé à voter pour François Hollande en 2012 parle désormais de trahison, accusant le chef de l'Etat de "tourner le dos à des principes républicains les plus constants". "La nausée, ils nous auront tout fait", s'exclame Jean-Luc Mélenchon. A l'autre bout de l'échiquier politique, le Front national qui voit là une de ses mesures reprises par le gouvernement annonce que ses parlementaires voteront la réforme constitutionnelle, tout comme le souverainiste

Nicolas Dupont-Aignan.

## La droite piégée mais à quel prix?

Et qu'en est-il à droite? Depuis le 16 novembre et le discours de François Hollande au Congrès, on flairait le piège d'une réforme que les parlementaires n'auraient d'autres choix que de suivre. D'où la grande satisfaction entrevue ces 48 dernières heures quand la presse se faisait l'écho d'une probable reculade de l'exécutif. Sauf qu'en maintenant la déchéance de nationalité dans la Constitution (proposition qui apparaissait comme une condition sine qua non pour voter la réforme), le chef de l'Etat ne laisse d'autre choix à Nicolas Sarkozy que de le soutenir.

"Je me réjouis de la décision qui a été prise", a lancé Eric Ciotti. "Cette décision était nécessaire pour la dignité de la République", a dit encore Henri Guaino. Mais tous deux préfèrent appuyer sur l'appel à la démission de Christiane Taubira plutôt que d'adresser un bon point à François Hollande. Mais in fine, on voit mal ce qui pourrait les empêcher de voter le texte.

Le chef de l'Etat aura grandement besoin de ces appuis venus de l'opposition pour faire passer son texte. Non seulement, une réforme constitutionnelle a besoin des 3/5 des suffrages des parlementaires (ce que la gauche n'a pas à sa disposition) mais en plus, nombreuses sont les voix qui s'exprimeront contre au sein même du bloc majoritaire. Elles devraient être peu nombreuses au Parti radical, le président du mouvement Jean-Michel Baylet ayant salué la détermination de l'exécutif mais elle seront assurément plus importantes au PS.

## Hollande choisit l'opinion contre la gauche de la gauche

Officiellement, la direction du parti a réagi par un communiqué dans lequel il salue le choix du gouvernement "de suivre strictement l'avis et les réserves du Conseil d'Etat. Celles-ci encadrent l'extension de la déchéance des binationaux aux seules condamnations définitives pour des crimes contre la vie de la Nation". Une ligne de défense partagée par le patron des députés Bruno Le Roux qui laisse entendre qu'il appellera à voter le texte.



Bruno Le Roux @BrunoLeRoux  
Le Président a tranché. Il respecte l'avis du Conseil d'Etat. Il tient les engagements contre le terrorisme pris devant le Congrès

Seulement les frondeurs qui étaient une cinquantaine au plus fort de leur mouvement contre la loi Macron pourraient bien être encore plus nombreux. Les prises de parole à l'aile gauche du PS sont en effet sans équivoque; elles sont à la hauteur des espoirs de rétropédalage que la déclaration de leur égérie Christiane Taubira ou les sous-entendus de plusieurs ministres avaient fait naître mardi. Pour ces responsables, la douche froide s'exprime par des mots très durs à l'égard de François Hollande et Manuel Valls.

"Un gouvernement socialiste légitime ainsi les thèses du Front national, offrant par là même une victoire culturelle et symbolique supplémentaire au bloc réactionnaire", dit le député Pouria Amirshahi, frondeur de la première heure. "Le maintien de la déchéance de nationalité déshonore la gauche et la France. C'est en outre inefficace contre le terrorisme, déclare le conseiller régional d'Ile-de-France François Kalfon tandis que l'eurodéputé Guillaume Balas demande à Solferino d'appeler à voter contre.

Alors combien seront-ils à aller au bout de leur opposition? Impossible de le dire à cette heure. Mais François Hollande fait le pari qu'il aura une majorité, peu importe laquelle, pour faire adopter son changement de la Constitution. Dans son esprit, le respect de sa parole donnée le 16 décembre et la volonté des Français que des mesures fortes y compris symboliques soient prises (94% sont favorable à la déchéance de nationalité) ont pris le pas sur la cohésion de sa majorité. Avec ce choix, c'est toute sa stratégie pour la prochaine présidentielle qui est dévoilée.

[huffingtonpost.fr](http://huffingtonpost.fr)

LAPRESSEENREVUE.EU

**La Presse en Revue sera absente  
du 26 décembre 2015 au 5  
janvier 2016.**



**A Suivre...  
La Presse en Revue**